

**Micro-évaluation Agences EXCOM
(PNUD FNUAP UNICEF PAM)**

**Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
Office National de Concertation sur la Décentralisation
- ONCD -**

Rapport final

Moore Stephens LLP

Mars 2015

Entité micro-valorée :	Office National de Concertation sur la Décentralisation (ONCD)
Pays :	Madagascar
Micro-évaluateur :	Moore Stephens LLP
Dates des travaux d'audit sur le terrain :	du 21 au 22 janvier 2015

Contenu

Acronymes	3
1. Contexte général.....	4
1.1 Objectif.....	4
1.2 Méthodologie	4
1.3 Présentation de l'entité objet de micro-évaluation.....	4
2. Conclusions de la micro-évaluation	6
2.1 Résultats de l'évaluation des risques	6
a- Résultats de l'évaluation sur la gestion financière.....	6
b- Résultats de l'évaluation dans le domaine de l'approvisionnement.....	10
2.2 Résumé des principales recommandations au partenaire	13
a- Recommandations sur les capacités du PE	13
b- Recommandations sur la modalité de remise d'espèces	13
Annexes	15
Annexe 1 Questionnaire sur la gestion financière.....	16
Annexe 2 Questionnaire d'évaluation de la Capacité du Partenaire dans le domaine de l'approvisionnement.....	34
Documents joints	40

Acronymes

AASF	Administrateur Adjoint des Services Financiers
ARMP	Autorités de Régulation des Marchés Publics
CA	Conseil d'Administration
CAO	Commission d'Appel d'Offre
CNM	Commission Nationale des Marchés)
CV	Curriculum vitæ
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DEB	Direction de l'Exécution Budgétaire
DNP	Directeur national de Projet
EPA	Etablissement Public à caractère Administratif
EXCOM	Comité Exécutif
FNUAP	Programme des Nations unies pour le développement
GAC	Gestionnaire d'activités
IFAC	International Federation of Accountants
IMaTeP	l'Institut Malgache des Techniques de Planification
IPSAS	International Public Sector Accounting Standards
ONCD	Office National de Concertation sur la Decentralisation
PAM	Programme alimentaire mondial
PCOP	Plan Comptable des Opérations Publiques
PE	Partenaire d'exécution
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PRMP	Personne Responsable des Marchés Publics
PTA	Programme de Travail Annuel
RAP	Rapport Annuel de Performance
RGCEBOP	Règlement Général sur la Comptabilité de l'Exécution Budgétaire des Organismes Publics
SNU	Système des Nations Unies
SSEB	Service de la Synthèse de l'Exécution Budgétaire
UGPM	Unité de Gestion de la Passation des Marchés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

1. Contexte général

1.1 Objectif

Les objectifs des micro-évaluations sont les suivants :

- identifier les forces et les faiblesses des structures partenaires pour la mise en œuvre des prochains programmes en matière de gestion technique, administrative et financière ;
- identifier les domaines nécessitant un renforcement des capacités ; et
- identifier les modalités et les procédures de transfert de fonds les plus appropriées, et le niveau des activités de suivi et de contrôle à établir pour chaque structure partenaire de mise en œuvre.

1.2 Méthodologie

Par le biais de discussions avec le personnel du partenaire et des organisations ayant des relations étroites ou indirectes avec le partenaire, d'observations et de tests de mise à l'essai des transactions, nous avons évalué le système de gestion financière et de contrôle interne du partenaire d'exécution, en mettant l'accent sur :

- l'efficacité du système pour fournir à la direction du partenaire des informations précises et opportunes en vue d'une gestion adéquate ;
- l'efficacité générale du système de contrôle interne pour protéger les actifs et les ressources du partenaire.

Une revue préalable de la documentation existante en matière de capacités de gestion est entreprise et l'évaluation de l'entité est réalisée sur base de la grille d'évaluation du niveau de risque développée par les agences du SNU.

L'analyse des données quantitatives et qualitatives recueillies permet de compléter la grille d'évaluation. Selon cette grille, le risque est considéré comme étant « significatif » ou « élevé » lorsque le système en est encore à ses débuts et que le cadre de contrôle n'est pas suffisant pour garantir que les remises d'espèces seront utilisées comme convenu avec les organismes et qu'elles feront l'objet de rapports appropriés. Le risque est considéré « modéré » lorsque les procédures sont généralement respectées même s'il y a des exceptions qui ne sont pas assez nombreuses pour ne pas se fier au système de contrôle interne. Le risque est considéré comme étant « faible » indique un système financier bien développé et un cadre de contrôle qui fonctionne bien.

1.3 Présentation de l'entité objet de micro-évaluation

L'article 6 du Décret n°2014-289 du 28 mai 2014 fixant les attributions du Ministère de l'intérieur et de la Décentralisation ainsi que l'organisation générale de son Ministère prévoit la création de l'Office Nationale de Concertation sur la Décentralisation (ONCD) comme organisme rattaché au Ministère.

Ainsi, l'ONCD a été créé le 01 juillet 2014 suivant le décret n° 2014-968 sous forme d'Etablissement Public à caractère Administratif (EPA).

Doté de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière, l'Office a pour mission de mener des réflexions collectives régulières sur le contexte du processus de décentralisation à Madagascar, afin de consolider par le biais des réformes textuelles, les pouvoirs, les compétences ainsi que les ressources des Collectivités Territoriales Décentralisées pour asseoir une consolidation progressive de l'effectivité de la décentralisation pour un réel développement équilibré et harmonieux.

Les organes de l'ONCD sont :

- le Conseil d'Administration dont les membres sont nommés par arrêté du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation

Micro-évaluation de la capacité de gestion financière du Ministère de l'Intérieur et de la
Décentralisation - Office National de Concertation sur la Décentralisation (ONCD)

- et la Coordination Générale composée du Coordinateur Général nommé par décret pris en Conseil des Ministres et des Directeurs techniques et d'appui nommés par Arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, à savoir :
 - la Direction de la consolidation de la décentralisation –déconcentration.
 - La Direction de la coordination des appuis à la décentralisation et au développement local
 - l'Observatoire de la décentralisation et de développement local.
 - la Direction de l'information et de la communication
 - la Direction de la programmation et du suivi-évaluation
 - la Direction Administratif et Financier, et
 - l'Agent Comptable

2. Conclusions de la micro-évaluation

2.1 Résultats de l'évaluation des risques

a- Résultats de l'évaluation sur la gestion financière

Les résultats de la micro-évaluation de la capacité financière de l'ONCD se présentent dans le tableau ci-dessous. Le détail de cette grille d'évaluation est présenté en Annexe 1.

Résumé des risques liés à la capacité de gestion financière du Partenaire d'Exécution					
Domaines	Évaluation du risque				Observations
	E	S	M	F	
1. Partenaire d'exécution	✓				<p>➤ L'ONCD a été créé le 01 juillet 2014 suivant le décret n° 2014-968 sous forme d'Etablissement Public à caractère Administratif (EPA).</p> <p>➤ L'Office, par le biais de l'Agent Comptable, doit adresser¹ le compte financier de l'année précédente avec les pièces justificatives, soit au Ministre des finances qui les transmet au juge des comptes ou à l'autorité en tenant lieu, soit, lorsque le trésorier général est habilité à arrêter les comptes de l'établissement.</p> <p>➤ Selon les informations reçues du Coordinateur Général, l'Office doit établir et envoyer :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ au Ministère de tutelle technique à savoir le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation un rapport trimestriel, semestriel et annuel suivant les instructions du Ministère ; et ▪ au Conseil d'Administration un Rapport annuel stipulé dans le Règlement intérieur de l'ONCD qui est en cours de validation par le Conseil d'Administration. <p>L'Office doit transmettre à la Direction de l'Exécution Budgétaire/Service de la Synthèse de l'Exécution Budgétaire (SSEB) au plus tard le 27 Mars 2015 un Rapport Annuel de Performance (RAP) contenant les réalisations, les écarts et les explications, dûment signés par le Ministère (Paragraphe 5.4.1 du Circulaire d'exécution budgétaire 2015).</p> <p>➤ Le personnel de l'ONCD n'a aucune expérience en matière de gestion de ressources de la part des Agences EXCOM.</p>
2. Flux monétaires		✓			<p>➤ L'ONCD est habilité à recevoir des fonds². Et en tant qu'EPA doté de la personnalité morale et d'autonomie administrative et financière, l'Office possède un compte de dépôt n° 453132 ouvert</p>

¹Article 114 du Décret n° 61-305 du 21 juin 1961

²Article 25 du décret n° 2014-968 portant création de l'ONCD et qui définit la source de budget de l'Office

Résumé des risques liés à la capacité de gestion financière du Partenaire d'Exécution					
Domaines	Évaluation du risque				Observations
	E	S	M	F	
					<p>auprès du Trésor Public et il est aussi autorisé à ouvrir des comptes au niveau des banques primaires³.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les mécanismes de transfert de fonds à l'entité comprennent les phases d'engagement, liquidation, ordonnancement et paiement qui sont assurées par le Coordinateur Général et l'Agent Comptable. ➤ Le partenariat avec le PNUD, suivant le projet de Plan de Travail Pluriannuel 2015-2019, ne prévoit aucune contribution du gouvernement malagasy. ➤ Les fiches descriptives de poste de directions au sein de l'entité définissant les missions et activités qui incombent à chacun ne sont pas établies. ➤ Le Programme de Travail Annuel, le Budget et le Règlement intérieur de l'Office ne sont pas soumis à l'approbation du Conseil d'Administration.
3. Dotation en personnel	✓				<ul style="list-style-type: none"> ➤ La comptabilité de l'Office tenue par l'Agent Comptable est soumise aux règles de gestion financière et d'organisation comptable répondant aux principes généraux de la comptabilité publique. ➤ Le personnel de l'ONCD n'a pas encore fait l'objet d'une évaluation de performance et de compétence. ➤ Du fait que le Conseil d'Administration de l'Office n'a pas encore tranché sur les activités à mener par la Coordination Générale au titre de l'exercice 2015 ainsi que l'enveloppe budgétaire qui en découle, il est difficile d'évaluer si l'effectif du Service des finances et de la comptabilité est suffisant ou non. La comptabilité de l'ONCD sera tenue par l'Agent comptable et l'attribution du Directeur Administratif et Financier ainsi que ses 2 Chefs de Service et ses deux Divisions ne sont pas claires. ➤ Les descriptions de poste de l'Agent Comptable et de la Direction Administrative et Financier ainsi que leurs curriculum vitae respectifs ne sont pas encore disponibles pour évaluer leurs qualifications et leurs expériences. ➤ Le personnel de la Direction Administratif et Financier n'a pas encore l'occasion de mettre en œuvre des Projets financés par les Agences EXCOM.
4. Politiques et procédures de comptabilité		✓			<ul style="list-style-type: none"> ➤ L'ONCD ne possède pas de logiciel comptable lui permettant de tenir une comptabilité des recettes et des dépenses budgétaires et une comptabilité générale de l'ensemble de ses opérations établie suivant le Plan Comptable des Opérations Publiques en vigueur⁴ ➤ L'obligation de l'ONCD à enregistrer ses opérations financières selon la nomenclature des

³ Article 28 du Décret 2014-968 portant création de l'ONCD

⁴ Article 38 de la loi organique sur la loi des finances

Résumé des risques liés à la capacité de gestion financière du Partenaire d'Exécution					
Domaines	Évaluation du risque				Observations
	E	S	M	F	
					comptes ⁵ n'est pas cohérente avec les lignes d'activités et catégories de décaissement prévues dans les futures conventions avec les Agences EXCOM ou autres bailleurs ; ➤ Le plan de travail annuel, le budget de l'exercice et le règlement intérieur de l'Office ne sont pas jusqu'à maintenant soumis à l'approbation de son Conseil d'Administration ; ➤ Les différents postes clés ne sont pas assortis de termes de référence délimitant les attributions et les responsabilités de leurs titulaires ; ➤ L'Office n'a pas informé son personnel des noms des responsables à contacter s'il soupçonne une fraude, du gaspillage ou le mauvais emploi des ressources ou biens appartenant à l'organisme.
5. Vérification interne des comptes		✓			➤ La structure de l'Office ne prévoit aucun service ou département chargé de l'audit interne.
6. Vérification externe des comptes	✓				➤ L'année 2015 sera la première année d'activité de l'Office et fera l'objet, pour la première fois, de vérification externe à la fin du premier semestre 2016.. ➤ La date limite d'envoi du compte financier de l'année précédent est le 1 ^{er} juillet. La période de clôture est assez longue et les éventuelles recommandations et observations pour prise de mesures correctives ne seront plus opportuns. En effet, l'ONCD aurait déjà mis en œuvre, pendant au moins 7 mois, des activités et dépenses correspondantes prévues dans son PTA.
7. Établissement de rapports et suivi	✓				➤ Un rapport annuel de performance doit être fourni en annexe de la Loi de Règlement. Ce document fait état des détails de l'impact socio-économique des politiques adoptées, mesure la qualité des services fournis aux usagers et surtout compare les résultats obtenus par rapport aux objectifs prédéfinis. Pour l'année 2014, tout Responsable de Programme des Ministères est tenu de transmettre leur rapport annuel de performance, dûment signée, au Service de la Synthèse de l'Exécution Budgétaire. ➤ Le rapport exigé est établi annuellement et l'Office n'a pas de service de vérification interne pour prévenir ou redresser éventuelles anomalies et faiblesses constatées. ➤ le contenu du rapport financier, établit suivant la nomenclature de compte, ne peut pas être rapproché avec les activités prévues dans le PTA.
8. Systèmes d'information		✓			➤ L'Office n'est pas encore opérationnel et ne possède aucun système de gestion financière

⁵ Arrêté n° 20 764/2007/MFB/CSC/07

Résumé des risques liés à la capacité de gestion financière du Partenaire d'Exécution					
Domaines	Évaluation du risque				Observations
	E	S	M	F	
Risque inhérent					
Énumérer les risques spécifiques constatés dans l'évaluation du système de gestion des finances publiques (macro-évaluation) ou les risques spécifiques liés à la nature ou au fonctionnement du Partenaire d'Exécution	Les risques inhérents spécifiques liés à la nature ou au fonctionnement de l'Office Nationale de Concertation sur la Décentralisation (ONCD) sont entre autres : ❖ un caractère nouveau de l'Office n'ayant pas encore mis en œuvre des projets financés par des bailleurs et n'a pas l'occasion de gérer un budget qui lui est alloué par l'Etat ; ❖ un rapport peu fiable ou inapproprié sur l'utilisation des ressources en espèces remises au partenaire d'exécution à défaut d'un système d'information adapté.				
Évaluation du risque global lié à la capacité de gestion financière du Partenaire d'Exécution	E	S	M	F	<p>Le risque global lié à la capacité de gestion financière l'Office Nationale de Concertation sur la Décentralisation (ONCD) est évalué « Significatif ».</p> <p>L'ONCD, en tant qu'EPA doté de la personnalité morale et d'autonomie administrative et financière, possède un compte de dépôt n° 453132 ouvert auprès du Trésor Public.</p> <p>Les faiblesses identifiées concernant la gestion financière se rapportent à : (i) la forte sensibilité l'ONCD au regard de la conjoncture politique et des priorités gouvernementales ; d'où un risque de restructuration fréquente pouvant entraîner des changements du Directeur National du Projet ou des Directeurs, soit une menace réelle sur la capitalisation des acquis; (ii) l'absence d'expérience du personnel de l'Office en matière de gestion de ressources de la part des Agences EXCOM; (iii) l'inexistence de fiches descriptives de poste des directions au sein de l'entité définissant les missions et activités qui incombent à chacun ; (iii) l'inexistence d'un système d'information adapté à la gestion du projet qui constitue une menace sur la qualité et la fiabilité des données ; (iv) l'absence de vérificateur interne au sein de l'ONCD ; (v) la non soumission au Conseil d'Administration pour approbation du Programme de Travail Annuel, du Budget et du Règlement intérieur.</p>
E – Élevé	S – Significatif		M – Modéré		F –Faible

b- Résultats de l'évaluation dans le domaine de l'approvisionnement

Les résultats de la micro-évaluation de la capacité de l'ONCD dans le domaine de l'approvisionnement se présentent dans le tableau ci-dessous. Le détail de cette grille d'évaluation est présenté en Annexe 2.

Résumé des Risques par rapport à la Capacité du Partenaire d'Exécution dans le domaine de l'approvisionnement				
Domaines	Evaluation des Risques			Observations
	E	M	F	
9. Système d'approvisionnement (risque global pour PE qui passeront des commandes)				
1) Organisation et ressources humaines	✓			<ul style="list-style-type: none">➤ L'ONCD dispose d'une Personne Responsable des Marchés Publics et d'une Unité de Gestion de la Passation des Marchés Publics composée de 4 membres.➤ La PRMP occupe pour la première fois le poste de PRMP au niveau d'un Ministère ou Organismes rattachés d'un Ministère pour pouvoir mettre en pratique les formations acquises et les expériences bâties sur les postes occupés antérieurement dans le domaine de l'administration et le finance.
2) Politiques et Procédures du Système d'approvisionnement			✓	<ul style="list-style-type: none">➤ La Loi n°2004-009 portant Code des Marchés Publics décrit le processus de passation de marché selon les étapes suivantes : la détermination des besoins, le plan de passation des marchés, les procédures, la mise en place effective des organes de l'achat public, la notification et la publication des résultats d'attribution, les contrôles des achats publics, l'établissement d'un système d'archivage, recours non juridictionnels pour des litiges nés avant et pendant l'attribution du marché.
3) Identification des fournisseurs potentiels			✓	<ul style="list-style-type: none">➤ Le PRMP ne possède pas de base de données de fournisseurs aptes à satisfaire les besoins de l'ONCD en termes de prix, de quantité et de délai de livraison.

Résumé des Risques par rapport à la Capacité du Partenaire d'Exécution dans le domaine de l'approvisionnement				
Domaines	Evaluation des Risques			Observations
	E	M	F	
4) Appel à soumission et évaluation des offres			✓	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le Code des Marchés Publics prévoit l'utilisation de documents types d'appel de demande de cotation ou pour un appel d'offres. ➤ L'attribution du marché par bon de commande requiert l'existence d'au moins trois factures pro forma pour que l'on puisse procéder à l'évaluation des offres. Les autres modalités telles l'affichage, l'appel d'offres restreintes ou appel d'offres ouvert n'impose pas un nombre minimal de propositions valides reçues. ➤ Les offres doivent parvenir sous enveloppes signées et la date limite de remise des offres coïncide généralement avec la date d'ouverture des offres (disposition stipulée dans le dossier d'appel d'offres). ➤ Le critère d'attribution du contrat est : « la moins disante » selon le code de marché public ➤ Le code de marché public prévoit l'institution d'un comité d'évaluation des offres.
5) Préparation des bons de commandes		✓		<ul style="list-style-type: none"> ➤ Des bons de commande, conventions ou contrats, suivant un format standard, sont établis selon le montant du contrat. ➤ Le processus d'attribution du marché et la préparation du contrat relèvent de la PRMP.: Le suivi de la mise en œuvre du contrat appartient aux techniciens, la réception des travaux, biens ou services aux PRMP, GAC et l'Agent Comptable et le règlement par le Coordinateur Général en tant qu'Ordonnateur.
6) Suivi et transmission des ordres d'achats		✓		<ul style="list-style-type: none"> ➤ L'Office n'a pas d'expérience en matière de suivi des commandes émises.
7) Réception et contrôle	✓			<ul style="list-style-type: none"> ➤ L'Office n'a pas de magasin et n'a pas encore procédé à des achats nécessitant à la mise en œuvre des procédures de réception des marchandises ainsi que les contrôles correspondants.
8) Vérification de la facture et paiement	✓			<ul style="list-style-type: none"> ➤ L'Office n'a pas de magasin et n'a pas encore procédé à des achats nécessitant à la mise en œuvre des procédures de vérification de la facture et de paiement..

Résumé des Risques par rapport à la Capacité du Partenaire d'Exécution dans le domaine de l'approvisionnement				
Domaines	Evaluation des Risques			Observations
	E	M	F	
9) Enregistrement des approvisionnements	✓			<ul style="list-style-type: none"> ➤ La PRMP n'a pas encore eu l'occasion d'appliquer les procédures de passation de marché. ➤ Aucun achat/demande de prestation n'a été procédé par l'Office. ➤ Les dossiers d'appel d'offres/dossiers de consultation, dépassant les seuils prévus, sont soumis à l'examen de la Commission des Marchés. ➤ La contestation portant sur les procédures de passation et d'attribution de marchés donne lieu à un recours gracieux à introduire au niveau de la PRMP concernée. ➤ Le règlement non juridictionnel de différends survenant pendant le processus et d'attribution de marchés est traité par la Section Recours de l'ARMP.
10) Audit & informations sur les irrégularités	✓			
Evaluation du risque global par rapport à la Capacité du Partenaire d'Exécution dans le domaine de l'approvisionnement				
	Ⓔ	M	F	<p>Le risque global lié à la capacité de gestion financière de Ministère de l'Economie et de la Planification est évalué à « Élevé » et correspond à un système d'approvisionnement qui mérite qu'on y apporte des améliorations notoires car la qualité de la gestion d'approvisionnement est encore insuffisante.</p> <p>Les faiblesses identifiées à la gestion des approvisionnements se rapportent (i) à l'absence d'expérience de l'Office dans le domaine d'approvisionnement liée au fait qu'il n'a pas encore procédé à des achats et (ii) à la relative faible expérience de la PRMP,.</p>
E – Élevé M – Modéré F – Faible				

2.2 Résumé des principales recommandations au partenaire

a- Recommandations sur les capacités du PE

Sur la base des observations mentionnées dans le paragraphe « Résultats de l'évaluation des risques » ci-dessus, nous exprimons les recommandations suivantes :

Domaines	Observations
Dotation en personnel	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Définir les missions et activités de chaque direction et de le matérialiser dans une fiche descriptive de poste afin de le faire signer par le titulaire de poste. ➤ Adapter la structure organisationnelle du projet à la lumière de l'évolution de sa mission, du volume financier ou de la modalité de remise d'espèces envisagée.
Politiques et procédures de comptabilité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Soumettre pour approbation au conseil d'administration le Programme de travail, le Budget et le Règlement intérieur de l'ONCD ➤ Réaliser des actions de formation, de communication et de sensibilisation autour des thématiques liées à l'appropriation des règles de gestion financière et les procédures de rapports financiers standards des Nations Unies. ➤ Renforcer le dispositif de contrôle interne en développant les fonctions d'audit interne d'une part, et en généralisant les manuels de procédures tenant compte des spécificités du projet en tant que support favorisant la responsabilisation, la capitalisation des acquis et la diffusion des bonnes pratiques.
Systèmes d'information	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mettre en place des systèmes d'information dans le sens d'une plus grande intégration, d'une meilleure gestion des informations nécessaires au suivi et au pilotage du projet, et permettant l'élaboration d'un rapport approprié.

b- Recommandations sur la modalité de remise d'espèces

Modalité	Niveau de risque impliqué	Observations
Remise directe d'espèces	Significatif	<p>La réception de fonds provenant des Agences du SNU par ONCD doit être inscrite sur la Loi des Finances de l'année et/ou les lois rectificatives. Les fonds de concours sont acceptés par décret pris en Conseil des Ministres ou en Conseil de Gouvernement sur proposition du Ministre chargé des Finances et du Budget.</p> <p>Les fonds de concours sont directement portés en recettes au Budget Général de l'Etat, au Budget Annexe ou au Compte Particulier du Trésor. L'ONCD est un organisme nouvellement créé et ne dispose pas de référence en matière de gestion des fonds de la part des Agences EXCOM.</p> <p>Le risque existe que les ressources en espèces remises aux partenaires d'exécution ne soient pas utilisées conformément aux accords conclus.</p>
Remboursement des dépenses	Significatif	<p>Le remboursement des dépenses encourues lors de l'implémentation des activités convenues dans le PTA s'effectue sur la base des pièces justificatives d'exécution et de paiement.</p> <p>Le Budget Général de l'Etat, destiné au fonctionnement de l'Office et à la réalisation des activités prévues risque de ne pas suffire pour couvrir en même temps le financement préalable des programmes des Agences du SNU.</p>

Micro-évaluation de la capacité de gestion financière du Ministère de l'Intérieur et de la
Décentralisation - Office National de Concertation sur la Décentralisation (ONCD)

Modalité	Niveau de risque impliqué	Observations
Paie ment direct	Faible	Cette modalité implique le paiement direct aux fournisseurs et à d'autres tierces parties pour les obligations encourues par ONCD pour la réalisation des activités convenues dans le PTA. Le paiement effectué par l'Agence du SNU dépend de la justification des dépenses engagées par ONCD.
L'exécution directe par l'organisme	Significatif	Dans le cadre de cette modalité, le bailleur prend à sa charge les dépenses et les obligations liées à l'appui des activités convenues dans les plans de travail annuels. Le risque existe que l'agence ne dispose pas du personnel suffisant pour l'implémentation des activités.

Nous recommandons aux Agences des Nations Unies d'adopter la modalité de « **paiement direct** » aux fournisseurs et à d'autres tierces parties pour les obligations encourues par l'ONCD à l'appui des activités convenues dans les plans de travail annuels.

Dans le cas où la modalité de « **remise d'espèces** » serait retenue, nous recommandons l'ouverture d'un Compte Particulier du Trésor qui sera dédié au projet et géré par la structure consacrée au sein du Ministère de l'intérieur et de la Décentralisation.



Tim Woodward
Associé
Moore Stephens LLP

18 mars 2015

Annexes

Annexe 1 Questionnaire sur la gestion financière

Domaine d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Remarques/Observations
1. Partenaire d'exécution					
1.1 Le partenaire d'exécution est-il légalement enregistré? Veuillez noter le statut juridique/ l'enregistrement de l'entité.	✓				<p>L'article 6 du Décret n°2014-289 du 28 mai 2014 fixant les attributions du Ministère de l'intérieur et de la Décentralisation ainsi que l'organisation générale de son Ministère prévoit la création de l'Office Nationale de Concertation sur la Décentralisation (ONCD) comme organisme rattaché au Ministère.</p> <p>Ainsi, l'ONCD a été créée le 01 juillet 2014 suivant le décret n° 2014-968 sous forme d'Etablissement Public à caractère Administratif (EPA).</p> <p>Doté de la personnalité morale et d'autonomie administrative et financière, l'Office a pour mission de mener des réflexions collectives régulières sur le contexte du processus de décentralisation à Madagascar, aux fins de consolider par le biais des réformes textuelles, les pouvoirs, les compétences ainsi que les ressources des Collectivités Territoriales Décentralisées pour asseoir une consolidation progressive de l'effectivité de la décentralisation pour un réel développement équilibré et harmonieux.</p> <p>Les organes de l'ONCD sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> le Conseil d'Administration dont les membres sont nommés par arrêté du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation et la Coordination Générale composée du Coordinateur Général nommé par décret pris en Conseil des Ministres et des Directeurs techniques et d'appui nommés par Arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation <p>Cf. Annexe 3- Décret 2014-968 portant création de l'ONCD</p> <p>Cf. Annexe 6- Décret 2014-289 portant attributions du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation</p> <p>Cf. Annexe 7- Décret 2014-1725 Modifiant et complétant certaines dispositions du Décret 2014-289</p>
1.2 Le partenaire d'exécution a-t-il reçu des ressources des Nations Unies dans le passé?		✓			L'ONCD a été créée en juillet 2014 et n'a pas encore reçu des ressources de la part des Nations Unies.

Micro-évaluation de la capacité de gestion financière du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation - Office National de Concertation sur la
Décentralisation (ONCD)

Domaine d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Remarques/Observations
1.3 Le partenaire d'exécution est-il soumis à des obligations légales en matière d'établissement de rapports ? Veuillez préciser.	✓				<p>Suivant l'article 114 du Décret n° 61-305 du 21 juin 1961, l'Office, par le biais de l'Agent Comptable, doit adresser le compte financier de l'année précédente avec les pièces justificatives, soit au Ministre des finances qui les transmet au juge des comptes ou à l'autorité en tenant lieu, soit, lorsque le trésorier général est habilité à arrêter les comptes de l'établissement.</p> <p>Selon les informations reçues du Coordinateur Général, l'Office doit établir :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ au Ministère de tutelle technique (Ministère de l'intérieur et de la Décentralisation) un rapport trimestriel, semestriel et annuel suivant les instructions du Ministère ▪ au Conseil d'Administration un Rapport annuel stipulé dans le Règlement intérieur de l'ONCD qui est cours de validation par le Conseil d'Administration. <p>Cette obligation du l'Office de rendre compte au Ministère de tutelle technique, rejoint au devoir de ce dernier de transmettre à la DEB/Service de la Synthèse de l'Exécution Budgétaire (SSEB) au plus tard le 27 Mars 2015 un Rapport Annuel de Performance (RAP) contenant les réalisations, les écarts et les explications, dûment signés par le Ministère(Paragraphe 5.4.1 du Circulaire d'exécution budgétaire 2015).</p> <p>Cf. Annexe 16- Décret n° 61-305 du 21 juin 1961 fixant les règles de gestion financière et d'organisation comptable applicables aux EPA.</p> <p>Cf. Annexe 17- Circulaire d'exécution budgétaire 2015</p>
1.4 L'organe directeur du partenaire d'exécution est-il indépendant ?		✓			<p>La structure de l'ONCD est fixée par l'arrêté n° 29219/2014 du 25 septembre 2014 fixant les missions et l'organisation générale de l'ONCD</p> <p>La structure de l'ONCD est composée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le Conseil d'Administration (CA) qui est l'organe délibérant sur : <ul style="list-style-type: none"> • l'examen et l'approbation des programmes d'activités et du règlement intérieur, du vote du budget ainsi que les comptes. • l'approbation du rapport d'activité et acquisitions immobilières. ▪ La coordination Générale composé de : <ul style="list-style-type: none"> • Un Coordinateur Général : Mme MANANTSARA ANJARA • Une Personne Responsable des Marchés Publics : Mr RAJONSON Armand. • Un Assistant de direction • Un Secrétariat ▪ des Directions techniques : <ul style="list-style-type: none"> • Direction de la consolidation de la décentralisation –


Micro-évaluation de la capacité de gestion financière du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation - Office National de Concertation sur la Décentralisation (ONCD)

Domaine d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Remarques/Observations
					<p>déconcentration.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Direction de la coordination des appuis à la décentralisation et au développement local • Observatoire de la décentralisation et de développement local. • Direction de l'information et de la communication • Direction de la programmation et du suivi-évaluation • Direction administrative et financière <p>L'ONCD doit suivre la politique générale de l'Etat, du feuille de route du Ministère et par voie de conséquent le PTA édicté par le Ministère et enfin le PTA de l'ONCD en conformité avec le PTA du Ministère</p> <p>L'Office est placé hiérarchiquement parmi les organismes rattachés du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation suivant le décret n° 2014-1725 du 11 décembre 2014.</p> <p>Cf. Annexe 4 Arrêté 29219-2014 fixant les missions et l'organisation générale de l'ONCD</p> <p>Cf. Annexe 5 Arrêté 35428-2014 portant nomination Conseil d'Administration</p>
1.5 La structure organisationnelle se prête-t-elle à des activités à mener en coopération avec les Nations Unies ?		✓			L'ONCD n'est pas encore opérationnel et n'est pas prêt à des activités avec les Nations Unies. En effet, le règlement intérieur, le programme d'activité de l'ONCD ainsi que le budget qui en découle ne sont pas encore approuvés par le CA.
Évaluation du risque (Partenaire d'exécution)	E	S	M	F	<p>Le risque lié au domaine d'analyse « Partenaire d'exécution » a été évalué ELEVE dans la mesure où l'ONCD n'a aucune expérience en matière de gestion de ressources de la part des Agences EXCOM.</p> <p>Bien que l'ONCD jouisse d'une autonomie administrative et financière, le programme d'activité de l'ONCD ainsi que le budget qui en découle ne sont pas encore approuvés par le CA.</p> <p>Du fait que le Coordinateur Général et les Directeurs techniques et d'appui sont nommés respectivement par décret pris en Conseil des Ministres et par Arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, l'ONCD a une forte sensibilité au regard de la conjoncture politique et des priorités gouvernementales. D'où un risque de restructuration fréquent pouvant entraîner des changements du Directeur National du Projet ou des Directeurs d'appui ou techniques, soit une menace réelle sur la capitalisation des acquis</p>
2. Flux monétaires					

Micro-évaluation de la capacité de gestion financière du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation - Office National de Concertation sur la
Décentralisation (ONCD)

Domaine d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Remarques/Observations
2.1 L'entité peut-elle recevoir et transférer des fonds ?	✓				<p>Conformément à l'article 25 du décret n° 2014-968 portant création de l'ONCD, le budget de l'Office comprend, entre autre, en recette les subventions.</p> <p>En tant qu'EPA doté de la personnalité morale et d'autonomie administrative et financière, l'Office possède un compte de dépôt n° 453132 ouvert auprès du Trésor Public. Le PE est aussi autorisé à ouvrir des comptes au niveau des banques primaires suivant l'article 28 du Décret 2014-968 portant création de l'ONCD.</p> <p>Ainsi, le PE est apte à recevoir des fonds.</p> <p>Cf. Annexe13- Autorisation d'ouverture de compte de dépôt auprès du Trésor Public</p> <p>Cf. Annexe 1- Décret 2014-968 portant création de l'ONCD</p>
2.2 Les mécanismes de transfert de fonds à l'entité sont-ils satisfaisants ?	✓				<p>L'ONCD n'a pas encore bénéficié de fonds de la part des Bailleurs.</p> <p>L'ONCD, en sa qualité d'EPA, est soumis aux règles de gestion financière et d'organisation comptable répondant aux principes généraux de la comptabilité publique et le circuit de traitement de ses dépenses s'articule autour des phases d'engagement, liquidation, ordonnancement et paiement. Néanmoins, le traitement de dépenses ne pose pas de problème du fait que l'Ordonnateur assuré par le Coordinateur Général et l'Agent Comptable se trouvent dans l'organigramme de l'ONCD.</p>
2.3 Y a-t-il eu dans le passé des problèmes graves dans la réception des fonds par l'entité, en particulier lorsque les fonds proviennent du ministère des finances ?		✓			Crée le 01 juillet 2014, l'ONCD n'est pas encore opérationnelle et n'a pas encore géré de fonds.
2.4 L'entité a-t-elle eu dans le passé des problèmes dans la gestion des fonds fournis par un membre de l'équipe de pays des Nations Unies ? Veuillez préciser.		✓			Crée le 01 juillet 2014, l'ONCD n'est pas encore opérationnelle et n'a pas encore géré de fonds.
2.5 L'entité a-t-elle la capacité ou a-t-elle besoin de capacités lui permettant de gérer les risques liés au change ? (s'il est prévu que l'entité utilisera les fonds en dehors du pays)			✓		ONCD n'a pas encore conclu de Convention avec un membre des Agences EXCOM permettant de vérifier l'existence ou non d'activités à implémenter en dehors du pays.

Micro-évaluation de la capacité de gestion financière du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation - Office National de Concertation sur la
Décentralisation (ONCD)

Domaine d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Remarques/Observations
2.6 Quelles sont les modalités d'accès aux fonds de contrepartie ?				✓	<p>Le PE n'a pas encore conclu de convention de partenariat avec des Agences EXCOM.</p> <p>Notons que le projet de PTA avec PNUD ne prévoit pas de contribution du gouvernement malagasy.</p> <p>Selon le Circulaire d'exécution budgétaire 2015, les dépenses d'investissements financées sur fonds de contrepartie en monnaie locale d'un financement externe, doivent être prévues dans le Programme d'Investissement Public. Elles doivent être conformes aux engagements financiers (protocole ou devis programme) signés par le bailleur de fonds. (Paragraphe 2.3 Mobilisation des Aides et Fonds de Contre-Valeur).</p> <p>Cf. Annexe 15- Circulaire d'exécution budgétaire 2015</p>
2.7 Comment les paiements sont-ils effectués à partir des fonds de contrepartie ?			✓		
2.8 Si certaines activités sont exécutées par les communautés ou les ONG, l'entité dispose-t-elle des mécanismes d'établissement de rapports et de suivi qui permettent de suivre l'utilisation des fonds ?		✓			ONCD n'a encore ni de Règlement intérieur ni de fiches descriptives des directions au sein de l'entité attribuant l'établissement de rapport et de suivi de l'utilisation des fonds. Cependant le PE a une Direction de Programmation et de Suivi-Evaluation dont les attributions ne sont pas encore déterminées.
<i>Évaluation du risque (Flux monétaires)</i>	<i>E</i>		<i>M</i>	<i>F</i>	<p>Le risque lié au domaine d'analyse «Flux monétaires» a été évalué SIGNIFICATIF.</p> <p>Du fait que l'ONCD n'a encore eu ni de transfert de fonds de ni de suivi de l'utilisation des fonds, il y a aucun indice qui permet d'évaluer la fiabilité les flux monétaires.</p>
3. Dotation en personnel					
3.1 La structure organisationnelle du service comptabilité est-elle adaptée au volume financier ? Veuillez joindre un organigramme.				✓	<p>La comptabilité de l'Office tenue par l'Agent Comptable est soumise aux règles de gestion financière et d'organisation comptable répondant aux principes généraux de la comptabilité publique.</p> <p>Il est à noter que l'Office n'est pas encore opérationnel et il est autorisé à utiliser les fonds transférés par le Ministère de tutelle après la validation du PTA ainsi que le budget y afférant par son CA.</p> <p>La structure organisationnelle de l'Office est déterminée par l'arrêté n° 29219/2014.</p> <p>Cf. Annexe 2- Arrêté 29219-2014 fixant les missions et organisation générale de l'ONCD</p>
3.2 Le niveau et les compétences du personnel sont-ils adaptés au volume financier ? Identifiez les effectifs du service comptabilité, y compris leurs intitulés de poste, responsabilités, formation et			✓		Le personnel de l'Office, en l'occurrence, le DNP, la Personne Responsable de la Passation de Marché (PRPM), le Chef de Service Administratif et le Chef de Service Financier tiennent à leurs actifs des expériences dans la mise en œuvre des projets et l'administration

Micro-évaluation de la capacité de gestion financière du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation - Office National de Concertation sur la Décentralisation (ONCD)

Domaine d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Remarques/Observations
expérience professionnelle. Veuillez joindre les descriptions de poste et C.V. des responsables du service comptabilité.					<p>financière des Directions au sein des Ministères et organismes étatiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> le DNP en la personne de Mme MANANTSARA ANJARA possède des expériences dans la gestion des affaires courantes de projets, la Gestion de ressources humaines et gestion administrative et financière, la gestion des activités et des ressources de projets, le développement économique et social d'une région la Personne Responsable des Marchés Publics, Mr RAJONSON Armand possède des expériences en matière de planification et management de projet de développement, de gestion et administration financière. le chef de service administratif, Mme LALANIRINA Patricia possède des expériences dans les formations des formateurs en leadership et mobilisation sociale, dans Gestion Administrative, Gestion Financière, Passation de marchés et Comptabilité. le chef de service financier, Mr SAIDSON Jean Roger possède des expériences dans la gestion financière et la comptabilité, la formation sur le renforcement des capacités <p>Le personnel de l'ONCD n'a pas encore fait l'objet d'une évaluation de performance et de compétence.</p> <p>Selon les informations reçues de la Coordination Générale, les deux personnes recrutées au poste de Directeur de la coordination des appuis à la décentralisation-déconcentration et de Directeur de l'information et de la communication seront liés par un contrat de travail à durée indéterminée alors que leurs efficacités ne sont pas encore mises à l'épreuve. Notons que leurs contrats de travail ne sont pas encore signés.</p> <p>Cf. Annexe 8- Curriculum vitae du DNP Cf. Annexe 9- Curriculum vitae du Chef Service Administratif Cf. Annexe 10- Curriculum vitae du Chef Service Financier Cf. Annexe 11- Curriculum vitae du PRMP Cf. Annexe 12- Lettre du Ministère désignant le DNP Cf. Annexe 13- Nomination du Directeur Administratif et Financier</p> <p>Les CV du DAF et de l'Agent Comptable ne sont pas transmis au Micro-évaluateur.</p>

Micro-évaluation de la capacité de gestion financière du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation - Office National de Concertation sur la
Décentralisation (ONCD)

Domaine d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Remarques/Observations
3.3 Les services des finances et de comptabilité du partenaire d'exécution sont-ils dotés de personnel suffisant ?			✓		<p>Suivant l'organigramme prévu pour l'Office, la Direction Administratif et Financier est constituée de 5 personnes : le Directeur, les 02 Chefs Services Administratif et Financier ainsi que les 02 Divisions Administratif et Finance. Les deux les postes Divisions Administratif et Finance sont encore vacants.</p> <p>Du fait que le Conseil d'Administration de l'Office n'a pas encore tranché sur les activités à mener par la Coordination Générale au titre de l'exercice 2015 ainsi que l'enveloppe budgétaire qui en découle, il est difficile d'évaluer la suffisance ou non de l'effectif du Service des finances et de la comptabilité.</p> <p>Conformément à l'article 104 Décret n° 61-305 du 21 juin 1961 fixant les règles de gestion financière et d'organisation comptable applicables aux établissements publics à caractère administratif « L'agent comptable est chargé de la tenue de la comptabilité deniers et de la comptabilité matières. Il tient ses écritures conformément au plan comptable de l'établissement approuvé par le Ministre des finances. »</p> <p>Ainsi, l'Office qui est soumis aux règles de gestion financière et d'organisation comptable répondant aux principes généraux de la comptabilité publique suit la chaîne de dépense publique s'articulant autour des phases d'engagement, liquidation, ordonnancement et paiement.</p> <p>La comptabilité de l'ONCD sera tenue par l'Agent comptable et l'attribution du Directeur Administratif et Financier ainsi que ses 02 Chefs de Service et ses deux Divisions ne sont pas claires.</p> <p>Cf. Annexe 14- Décret n° 61-305 du 21 juin 1961 fixant les règles de gestion financière et d'organisation comptable applicables aux EPA</p>
3.4 Le personnel des services des finances et de comptabilité a-t-il les qualifications et l'expérience voulues ?				✓	Les descriptions de poste de l'Agent Comptable et de la Direction Administrative et Financier ainsi que leurs curricula vitae respectifs ne sont pas disponibles pour évaluer leurs qualifications et leurs expériences.
3.5 Le personnel des services des finances et de comptabilité connaît-il bien les procédures des Nations Unies concernant les remises d'espèces ?		✓			Le personnel de la Direction Administratif et Financier n'a pas encore l'occasion de mettre en œuvre des Projets financés par les Agences EXCOM.
3.6 Quelle est la durée du contrat d'emploi du personnel des services des finances et de comptabilité ?	✓				La Direction Administratif et Financier est occupée par des fonctionnaires.

Micro-évaluation de la capacité de gestion financière du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation - Office National de Concertation sur la
Décentralisation (ONCD)

Domaine d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Remarques/Observations
3.7 Veuillez indiquer dans la partie Remarques/Observations les postes clés qui ne sont pas encore pourvus et la date estimative de nomination des titulaires.			✓		
3.8 Le personnel est-il souvent muté ? A quelle fréquence ?			✓		L'Office est nouvellement crée.
3.9 Y a-t-il une politique de formation du personnel des services des finances et de comptabilité ? Veuillez préciser.			✓		Le règlement intérieur de l'Office et son plan de travail ne sont pas encore adoptés.
Évaluation du risque (Dotation en personnel)	E	S	M	F	<p>Le risque lié au domaine d'analyse «Dotation en personnel» a été évalué ELEVE. En effet :</p> <ul style="list-style-type: none"> du fait que le Conseil d'Administration de l'Office n'a pas encore tranché sur les activités à mener par la Coordination Générale au titre de l'exercice 2015 ainsi que l'enveloppe budgétaire qui en découle, il est difficile d'évaluer la suffisance ou non de l'effectif du Service des finances et de la comptabilité. le personnel de la Direction Administratif et Financier n'a pas encore l'occasion de mettre en œuvre des Projets financés par les Agences EXCOM. les descriptions de poste de la Direction Administrative et Financière n'est pas encore établie.
4. Politiques et procédures de comptabilité					
4.1 L'entité dispose-t-elle d'un système comptable qui permet d'enregistrer convenablement les opérations financières avec les organismes des Nations Unies, y compris l'allocation des dépenses conformément aux composantes correspondantes, aux catégories de décaissement et aux sources de financement ?		✓			<p>L'ONCD ne possède pas de logiciel comptable lui permettant de tenir une comptabilité des recettes et des dépenses budgétaires et une comptabilité générale de l'ensemble de ses opérations établie suivant le Plan Comptable des Opérations Publiques en vigueur (Article 38 de la loi organique sur la loi des finances)</p> <p>Conformément à l'article 104 Décret n° 61-305 du 21 juin 1961 fixant les règles de gestion financière et d'organisation comptable applicables aux établissements publics à caractère administratif « L'agent comptable est chargé de la tenue de la comptabilité deniers et de la comptabilité matières. Il tient ses écritures conformément au plan comptable de l'établissement approuvé par le Ministre des finances. »</p> <p>Ainsi, l'Office qui est soumis aux règles de gestion financière et d'organisation comptable répondant aux principes généraux de la comptabilité publique suit la chaîne de dépense publique s'articulant autour des phases d'engagement, liquidation, ordonnancement et paiement conformément au Plan Comptable des Opérations Publiques 2006 (PCOP 2006).</p> <p align="right">Les opérations financières doivent être enregistrées selon la</p>

Micro-évaluation de la capacité de gestion financière du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation - Office National de Concertation sur la
Décentralisation (ONCD)

Domaine d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Remarques/Observations
					<p>nomenclature des comptes prévues par l'arrêté n° 20 764/2007/MFB/CSC/07. Cette obligation n'est pas cohérente avec les lignes d'activités et catégories de décaissement prévues dans les futures conventions avec les Agences EXCOM ou autres bailleurs.</p> <p>Cf. Annexe 18- Arrêté n° 20 764/2007/MFB/CSC/07 du 26 novembre 2007 portant modification du guide d'application du PCOP 2006_ EPA</p>
4.2 Des contrôles sont-ils en place pour la préparation et l'approbation des opérations pour veiller à ce que toutes les opérations soient correctement effectuées et justifiées de façon satisfaisante ?	✓				<p>ONCD n'est pas encore opérationnel.</p> <p>En sa qualité d'EPA, l'Office est astreint au respect de la nomenclature des pièces justificatives des dépenses publiques fixé par le Décret n°2005-089 du 15 février 2005 depuis les opérations d'engagement jusqu'au stade de paiement.</p> <p>Cf. Annexe 19- Décret n°2005-089 fixant la nomenclature des pièces justificatives des dépenses publiques</p>
4.3 Le plan comptable permet-il de comptabiliser les activités et catégories de décaissements et de faire rapport à ce sujet ?		✓			<p>Les opérations financières doivent être enregistrées selon la nomenclature des comptes prévues par l'arrêté n° 20 764/2007/MFB/CSC/07. Cette obligation n'est pas cohérente avec les lignes d'activités et catégories de décaissement prévues dans les futures conventions avec les Agences EXCOM ou autres bailleurs.</p>
4.4 La répartition des coûts compte tenu des diverses sources de financement est-elle effectuée dans les règles et conformément aux accords conclus ?			✓		<p>ONCD n'est pas encore opérationnel.</p>
4.5 Le grand livre et les registres subsidiaires sont-ils rapprochés et équilibrés ?			✓		<p>ONCD n'est pas encore opérationnel.</p>
4.6 Tous les documents comptables et justificatifs sont-ils conservés de façon permanente dans un système déterminé qui permet aux utilisateurs autorisés d'y accéder facilement ?			✓		<p>ONCD n'est pas encore opérationnel.</p>
Séparation des fonctions					
4.7 Les responsabilités suivantes sont-elles assumées par différents services ou personnes : a) autorisation d'effectuer une opération ; b) enregistrement de l'opération ; c) conservation de l'actif lié à l'opération ?			✓		<p>L'ONCD n'est pas encore opérationnel et les descriptions de poste ne sont pas établies pour permettre de s'assurer de l'existence de séparation de fonctions dans le processus d'autorisation d'effectuer une opération, d'enregistrer de l'opération et la conservation de l'actif lié à l'opération.</p> <p>Toutefois, selon le Décret n° 61-305 régissant les EPA, l'autorisation d'effectuer une opération est le rôle de l'Ordonnateur (Coordinateur Général), l'enregistrement de l'opération et la conservation de l'actif lié à l'opération incombent à l'Agent comptable</p>

Micro-évaluation de la capacité de gestion financière du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation - Office National de Concertation sur la
Décentralisation (ONCD)

Domaine d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Remarques/Observations
4.8 Les fonctions de commande, de réception, de comptabilisation et de paiement des biens et services sont-elles séparées de façon appropriée ?			✓		ONCD n'est pas encore opérationnel et les descriptions de poste ne sont pas établies pour permettre de s'assurer de l'existence de séparation de fonctions en matière de commande, de réception, de comptabilisation et de paiement des biens et services.
4.9 Les rapprochements bancaires sont-ils effectués par une personne autre que celle qui effectue ou approuve les paiements ?			✓		ONCD n'est pas encore opérationnel et les descriptions de poste ne sont pas établies pour permettre de s'assurer de la séparation de fonctions.
Système d'établissement du budget					
4.10 Les budgets fixent-ils des cibles financières et concrètes ?			✓		Le budget de l'ONCD n'est pas encore validé par son CA. Le budget de l'Office sera établi pour réaliser les activités et objectifs prévus dans son PTA. Et le PTA de l'ONCD est issu du PTA ainsi que la Feuille de route du Ministère de l'intérieur et de la décentralisation établie sur la base de la Politique générale de l'Etat. Le projet de budget de l'ONCD n'est pas remis au Micro-évaluateur.
4.11 Des budgets sont-ils établis pour toutes les activités importantes de façon suffisamment détaillée pour constituer des outils qui permettent d'en suivre l'exécution ?			✓		Le budget de l'ONCD n'est pas encore validé par son CA.
4.12 Les dépenses effectives sont-elles comparées au budget à une fréquence raisonnable, et des explications sont-elles requises en cas de différence sensible par rapport au budget ?			✓		L'ONCD n'as pas encore réalisé des dépenses.
4.13 Les approbations des différences par rapport au budget sont-elles requises à l'avance ou a posteriori ?			✓		L'ONCD n'as pas encore réalisé des dépenses.
4.14 Qui est chargé de l'établissement et de l'approbation des budgets ?				✓	Conformément à l'Arrêté n° 23219/2014 du 25 septembre 2014, la coordination Générale établie le budget et le soumet au Conseil d'Administration pour approbation
4.15 Des procédures sont-elles en place pour planifier les activités, recueillir des informations auprès des services responsables des différentes composantes et établir les budgets ?	✓				L'Office n'a pas jusqu'à maintenant conclu d'accord ou de PTA avec un bailleur. Le PTA de l'ONCD, établie par la Coordination générale et approuvé par le Conseil d'Administration, doit être cohérent avec les activités prévues à être réalisées par le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation qui sont issues de sa feuille de route et de la politique générale de l'Etat.
4.16 Les plans et budgets relatifs aux activités sont-ils réalistes, fondés sur des suppositions valides et élaborés par des personnes compétentes ?			✓		Le budget de l'ONCD n'est pas encore validé par son CA. Le projet de budget de l'ONCD n'est pas remis au Micro-évaluateur.

Micro-évaluation de la capacité de gestion financière du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation - Office National de Concertation sur la
Décentralisation (ONCD)

Domaine d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Remarques/Observations
Paielements					
4.17 Les procédures de traitement des factures prévoient-elles : <ul style="list-style-type: none"> • Que des copies des ordres d'achat et des récépissés doivent être obtenues directement auprès des services demandeurs ? • La comparaison des quantités, prix et conditions indiqués dans les ordres d'achat avec ceux indiqués dans les récépissés des biens effectivement reçus ? • La comparaison des quantités indiquées dans les factures avec celles figurant sur les récépissés ? • La vérification de l'exactitude des calculs ? 			✓		L'ONCD n'as pas encore réalisé des dépenses.
4.18 Toutes les factures sont-elles estampillées PAYÉ, datées, examinées et approuvées et clairement marquées aux fins d'attribution d'un code de comptabilité ?			✓		L'ONCD n'as pas encore réalisé des dépenses.
4.19 Des contrôles existent-ils pour la préparation des états de paie, et les changements qui y sont apportés sont-ils dûment autorisés ?			✓		L'ONCD n'as pas encore réalisé des dépenses.
Politiques et procédures					
4.20 Veuillez décrire la méthode de comptabilité (p.ex. de caisse, d'exercice)				✓	La comptabilité générale de l'Office est fondée sur le principe de la constatation des droits et obligations. Ainsi, les opérations sont prises en compte au titre de l'exercice auquel elles se rattachent, indépendamment de leur date de paiement ou d'encaissement. (Article 40 de la loi organique sur les lois de Finances) Cf. Annexe 20- Loi organique 2004-007 du 26 juillet 2004 sur les lois de Finances
4.21 Les normes de comptabilité internationalement acceptées sont-elles appliquées ? Si c'est le cas, lesquelles?				✓	La comptabilité de l'ONCD sera établie conformément au Plan Comptable des Opérations Publiques 2006 (PCOP 2006) cohérent avec les normes internationales IPSAS (International Public Sector Accounting Standards), émises par le Comité "Secteur Public" de l'IFAC (International Federation of Accountants)

Micro-évaluation de la capacité de gestion financière du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation - Office National de Concertation sur la
Décentralisation (ONCD)

Domaine d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Remarques/Observations
4.22 L'entité a-t-elle un manuel adéquat de politiques et procédures qui guide les activités et veille à responsabiliser le personnel ?	✓				<p>Les manuels applicables à l'ONCD sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Décret n° 2005-003 du 04 janvier 2005 portant règlement général sur la comptabilité de l'exécution budgétaire des organismes publics (RGCEBOP) ; ▪ Décret n°2007-863 du 04 octobre 2007 portant aménagement du Plan Comptable des Opérations Publiques (PCOP 2006) ; ▪ Décret n°2004-571 du 24 juin 2004 définissant les attributions et la responsabilité de l'ordonnateur dans les phases d'exécution de la dépense publique ▪ Loi n°2004-009 portant Code des Marchés Publics et les textes subsidiaires <p>Cf. Annexe 21- Décret n° 2005-003 portant RGCEBOP Cf. Annexe 16- Arrêté n° 20 764/2007/MFB/CSC/07 du 26 novembre 2007 portant modification du guide d'application du PCOP 2006_ EPA Cf. Annexe 17- Décret n°2005-089 fixant la nomenclature des pièces justificatives des dépenses publiques Cf. Annexe 22- Décret 2004-571 définissant les attributions et la responsabilité de l'Ordonnateur Cf. Annexe 14- Code des marchés publics suivant la loi n° 2004-009 du 26 juillet 2004</p>
4.23 Des procédures existent-elles pour veiller à ce que seules les personnes autorisées puissent modifier ou établir de nouveaux principes, politiques ou procédures comptables à utiliser par l'entité ?	✓				Les procédures applicables à l'ONCD sont des lois, décrets et que seuls les Ministres, Conseil de Ministres, l'Assemblée Générale ou le Sénat peuvent les modifier.
4.24 Y a-t-il des politiques et procédures par écrit portant sur toutes les activités de gestion financière et activités de routine liées ? Sont-elles accessibles ?	✓				
4.25 Les politiques et procédures définissent-elles clairement les <i>conflits d'intérêts</i> et les <i>opérations avec une partie intéressée</i> (réelle ou apparente) et prévoient-elles des mesures visant à protéger l'organisation contre ceux-ci ?					
4.26 Des manuels sont-ils distribués au personnel concerné ?					
Trésorerie et activité bancaire					

Micro-évaluation de la capacité de gestion financière du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation - Office National de Concertation sur la
Décentralisation (ONCD)

Domaine d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Remarques/Observations
4.27 Veuillez indiquer dans la partie Remarques/ Observations les noms et titres des signataires autorisés des comptes bancaires.				✓	Le signataire du compte de dépôt l'ONCD, ouvert auprès du Trésor sous le numéro 453132, est Mr TIDA Marius en sa qualité d'Agent Comptable de l'Office. Cf. Annexe15- Autorisation d'ouverture de compte de dépôt auprès du Trésor Public
4.28 Le partenaire d'exécution tient-il un livre de caisse adéquat et à jour, où sont consignés les recettes et les paiements ?			✓		ONCD n'est pas encore opérationnel
4.29 Des contrôles existent-ils pour la collecte, le dépôt sans délai et l'enregistrement des recettes dans chaque lieu de collecte ?			✓		ONCD n'est pas encore opérationnel
4.30 Les relevés bancaires et l'encaisse font-ils l'objet d'un rapprochement tous les mois ?			✓		ONCD n'est pas encore opérationnel
4.31 Toutes les données inhabituelles dans les états de rapprochement bancaire sont-elles revues et approuvées par un responsable habilité ?			✓		ONCD n'est pas encore opérationnel
4.32 Les recettes sont-elles déposées sans délai ?			✓		ONCD n'est pas encore opérationnel
Protection de l'actif					
4.33 Y a-t-il un système de protection adéquat pour éviter que l'actif ne fasse l'objet de fraude, de gaspillage ou d'abus ?			✓		ONCD n'est pas encore opérationnel
4.34 Les registres auxiliaires des immobilisations et valeurs mobilières sont-ils à jour et font-ils l'objet de rapprochements avec le compte collectif ?			✓		ONCD n'est pas encore opérationnel
4.35 Des inventaires physiques des immobilisations et valeurs mobilières sont-ils effectués périodiquement ?			✓		ONCD n'est pas encore opérationnel
4.36 L'actif est-il suffisamment assuré par des contrats d'assurance ?			✓		ONCD n'est pas encore opérationnel
Autres bureaux ou entités²					
4.37 Y a-t-il d'autres bureaux régionaux qui participent à l'exécution ?		✓			L'Arrêté n° 29219/2014 fixant l'organisation générale de l'Office ne prévoit pas d'installation de bureaux régionaux.

²L'expression « Autres bureaux ou entités » désigne les bureaux subsidiaires des partenaires d'exécution et/ou des parties.

Micro-évaluation de la capacité de gestion financière du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation - Office National de Concertation sur la
Décentralisation (ONCD)

Domaine d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Remarques/Observations
4.38 Le partenaire d'exécution a-t-il mis en place des contrôles et procédures pour les flux monétaires, les informations financières, la responsabilité et les vérifications par rapport aux autres bureaux ou entités ? Veuillez décrire le processus d'approbation.			✓		ONCD n'est pas encore opérationnel.
4.39 L'information circule-t-elle entre les différents bureaux/organismes correctement et sans retard ?			✓		ONCD n'est pas encore opérationnel.
4.40 Y a-t-il des rapprochements périodiques entre les différents bureaux/organismes ?			✓		ONCD n'est pas encore opérationnel.
Divers					
4.41 Le partenaire d'exécution a-t-il fait connaître aux employés, bénéficiaires et autres parties les noms des responsables à contacter s'ils soupçonnent une fraude, du gaspillage ou le mauvais emploi des ressources ou biens appartenant à l'organisme ?		✓			ONCD n'est pas encore opérationnel. L'Office n'a pas informé à son personnel les noms des responsables à contacter s'il soupçonne une fraude, du gaspillage ou le mauvais emploi des ressources ou biens appartenant à l'organisme. Notons que sur l'effectif prévu constitué de 18 personnes, les 15 personnes entre eux sont des Agents de l'Etat et les 3 restantes sont liées à des contrats de travail à durée indéterminée.
Évaluation du risque (Politiques et procédures comptables)	E	S	M	F	<p>Le risque lié au domaine d'analyse «Vérification interne des comptes» a été évalué SIGNIFICATIF dans la mesure où :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'ONCD ne possède pas de logiciel comptable lui permettant de tenir une comptabilité des recettes et des dépenses budgétaires et une comptabilité générale de l'ensemble de ses opérations établie suivant le Plan Comptable des Opérations Publiques en vigueur (Article 38 de la loi organique sur la loi des finances) l'obligation de l'ONCD à enregistrer ses opérations financières selon la nomenclature des comptes prévues par l'arrêté n° 20 764/2007/MFB/CSC/07 n'est pas cohérente avec les lignes d'activités et catégories de décaissement prévues dans les futures conventions avec les Agences EXCOM ou autres bailleurs ; le plan de travail annuel, le budget de l'exercice et le règlement intérieur de l'Office ne sont pas jusqu'à maintenant soumis à l'approbation de son Conseil d'Administration ; les différents postes clés ne sont pas assortis de termes de référence délimitant les attributions et les responsabilités de leurs titulaires ; l'Office n'a pas informé à son personnel les noms des responsables à contacter s'il soupçonne une fraude, du gaspillage ou le mauvais emploi des ressources ou biens appartenant à l'organisme. <p>Toutefois,</p> <ul style="list-style-type: none"> en matière de contrôle pour la préparation et l'approbation des opérations, l'Office est astreint au respect de la nomenclature des pièces justificatives des dépenses publiques fixé par le Décret

Domaine d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Remarques/Observations
					<p>n°2005-089 du 15 février 2005 depuis les opérations d'engagement jusqu'au stade de paiement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> en matière de séparation de fonctions et de responsabilité, le Décret n° 61-305 régissant les EPA prévoit l'incompatibilité de fonction du Coordinateur Général et celle de l'Agent Comptable ; le PTA de l'ONCD, établie par la Coordination générale et approuvé par le Conseil d'Administration, doit être cohérent avec les activités prévues à être réalisées par le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation qui sont issues de sa feuille de route et de la politique générale de l'Etat.
5. Vérification interne des comptes					
5.1 Y a-t-il un service de vérification interne des comptes au sein de l'entité ?			✓		La structure de l'ONCD ne prévoit aucun service ou département chargé de l'audit interne.
5.2 Quelles sont les qualifications et l'expérience du personnel du service de vérification interne des comptes ?			✓		
5.3 Le vérificateur interne des comptes est-il suffisamment indépendant pour faire des évaluations critiques ? A qui fait-il rapport ?			✓		
5.4 Le service de vérification interne des comptes inclura-t-il des activités financées par les organismes dans son programme de travail ?			✓		
5.5 Des mesures sont-elles prises pour donner suite aux conclusions de la vérification interne des comptes ?			✓		
Évaluation du risque (Vérification interne des comptes)	E	S	M	F	Le risque lié au domaine d'analyse «Vérification interne des comptes» a été évalué ELEVE du fait de l'inexistence de service de vérification interne dans l'organigramme de l'ONCD.
6. Vérification externe des comptes					
6.1 Les états financiers de l'entité sont-ils régulièrement vérifiés par un vérificateur des comptes indépendant ? Qui est-il ?			✓		<p>L'ONCD est une entité nouvellement créée et n'a pas encore réalisé des dépenses.</p> <p>Suivant l'article 114 du Décret n° 61-305 du 21 juin 1961, l'Office, par le biais de l'Agent Comptable, doit adresser avant le 1^{er} juillet le compte financier de l'année précédente avec les pièces justificatives, soit au Ministre des finances qui les transmet au juge des comptes ou à l'autorité en tenant lieu, soit, lorsque le trésorier général est habilité à arrêter les comptes de l'établissement.</p>
6.2 Y a-t-il des retards dans la vérification des comptes de l'entité ? Quand les rapports sur la vérification des comptes sont-ils publiés ?			✓		

Domaine d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Remarques/Observations
6.3 La vérification des comptes de l'entité est-elle effectuée conformément aux normes internationales d'audit ?			✓		
6.4 Des problèmes graves de responsabilité financière ont-ils été mis en évidence dans le rapport sur la vérification des comptes des trois dernières années ?			✓		
6.5 Le vérificateur des comptes de l'entité vérifiera-t-il les comptes de l'AWP ou un autre vérificateur sera-t-il désigné pour vérifier les états financiers de l'AWP ?			✓		
6.6 Y a-t-il des recommandations faites par les vérificateurs des comptes dans les rapports précédents ou dans les lettres de recommandations qui n'ont pas encore été mises en œuvre ?			✓		
6.7 Le partenaire d'exécution a-t-il élaboré des plans de vérification des comptes ?			✓		
Évaluation du risque (Évaluation externe des comptes)	E	S	M	F	<p>Le risque lié au domaine d'analyse «Évaluation externe des comptes» a été évalué SIGNIFICATIF du fait que l'année 2015 sera la première année d'activité de l'Office et fera l'objet, pour la première fois, de vérification externe à la fin du premier semestre 2016.</p> <p>En effet, suivant l'article 114 du Décret n° 61-305 du 21 juin 1961, l'Office, par le biais de l'Agent Comptable, doit adresser avant le 1^{er} juillet le compte financier de l'année précédente avec les pièces justificatives, soit au Ministre des finances qui les transmet au juge des comptes ou à l'autorité en tenant lieu, soit, lorsque le trésorier général est habilité à arrêter les comptes de l'établissement.</p>
7. Établissement de rapports et suivi					
7.1 Des états financiers sont-ils préparés pour l'entité ?			✓		L'Office n'a pas encore établi des états financiers.
7.2 Quelle est la fréquence de la préparation des états financiers ? Les rapports sont-ils établis en temps opportun pour pouvoir être utiles aux membres de la direction lors de la prise de décisions ?	✓				Le rapport financier est établi annuellement.
7.3 Le système d'établissement de rapports doit-il être adapté pour rendre compte des dépenses liées à l'AWP ?		✓			<p>Le compte financier de l'ONCD, sous forme de compte administratif, fait apparaître suivant la nomenclature de comptes édictée : le budget de l'exercice, les engagements de l'Office, les dépenses payées à la clôture de l'exercice, le reste à payer sur l'exercice ultérieur et le crédit sans emplois.</p> <p>Ainsi, le compte financier est présenté suivant des rubriques compte et non suivant les rubriques d'activités prévues dans le Plan de Travail Annuel.</p>

Domaine d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Remarques/Observations
7.4 Le système d'établissement de rapports est-il capable de lier les informations financières aux progrès effectivement réalisés dans l'AWP ? Si des systèmes distincts sont employés pour recueillir et compiler des données, quels contrôles sont en place pour réduire le risque que les données concrètes ne sont pas synchronisées avec les données financières?		✓			En dehors du total du budget figurant respectivement dans le compte financier et PTA, le contenu du compte administratif ne peut pas être rapproché par rapport aux activités et sous-activités chiffrées dans le PTA.
7.5 Le partenaire d'exécution a-t-il des responsabilités en matière de rapports de gestion financière lesquelles précisent les rapports qui doivent être établis, leur contenu et leur utilisation ?	✓				Suivant l'article 114 du Décret n° 61-305 du 21 juin 1961, l'Office, par le biais de l'Agent Comptable, doit adresser le compte financier de l'année précédente avec les pièces justificatives, soit au Ministre des finances qui les transmet au juge des comptes ou à l'autorité en tenant lieu, soit, lorsque le trésorier général est habilité à arrêter les comptes de l'établissement.
7.6 Les rapports financiers sont-ils utilisés par les membres de la direction ?			✓		L'Office n'a pas encore établi de rapport financier
7.7 Les rapports financiers comparent-ils les dépenses effectivement engagées avec les allocations budgétaires et programmées ?	✓				L'Office n'a pas encore établi de rapport financier mais ceci compare le budget par rapport aux dépenses engagées.
7.8 Les rapports financiers sont-ils établis directement par un système de comptabilité automatisé ou par des tableurs ou par d'autres moyens ?			✓		Aucun système de comptabilité automatisé n'est en place.
Évaluation du risque (Suivi et établissement de rapports)	E	S	M	F	<p>Le risque lié au domaine d'analyse « Suivi et établissement de rapports » a été évalué ELEVE dans la mesure où :</p> <ul style="list-style-type: none"> le rapport de suivi exigé par la réglementation est établi annuellement et l'Office n'a pas de service de vérification interne pour prévenir ou redresser les éventuelles anomalies et faiblesses constatées ; le contenu du rapport financier, établit suivant la nomenclature de compte, ne peut pas être rapproché avec les activités prévues dans le PTA ; la date limite d'envoi du compte financier de l'année précédent, soit au plus tard le 1^{er} juillet, est assez longue et que les éventuelles recommandations et observations au fin de prise de mesures correctives ne sont plus opportuns. En effet, l'ONCD aurait déjà mis en œuvre, pendant au moins 7 mois, des activités et dépenses correspondantes prévues dans son PTA.
8. Systèmes d'information					
8.1 Le système de gestion financière est-il informatisé ?			✓		L'Office n'est pas encore opérationnel et possède aucun système de gestion financière
8.2 Ce système peut-il produire les rapports financiers requis ?			✓		L'Office n'est pas encore opérationnel et possède aucun système de gestion financière

Micro-évaluation de la capacité de gestion financière du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation - Office National de Concertation sur la Décentralisation (ONCD)

Domaine d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Remarques/Observations
8.3 Le personnel est-il suffisamment bien formé pour assurer l'entretien du système ?			✓		L'Office n'est pas encore opérationnel et possède aucun système de gestion financière
8.4 Le système d'organisation de la gestion et de traitement garantit-il le caractère confidentiel, l'intégrité et la disponibilité des données ?			✓		L'Office n'est pas encore opérationnel et possède aucun système de gestion financière
Évaluation du risque (Systèmes d'information)	E	S	M	F	Le risque lié au domaine d'analyse « Systèmes d'information » est ELEVE car l'Office n'est pas encore opérationnel et possède aucun système de gestion financière.

Annexe 2 Questionnaire d'évaluation de la Capacité du Partenaire dans le domaine de l'approvisionnement

Domaines d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Observations/Commentaires
1. Organisation et Ressources Humaines					
1.1 Le PE dispose-t-il d'un département (ou unité) en charge des achats ou de l'approvisionnement? Joindre l'organigramme du PE	✓				<p>En application de l'Arrêté 29219-2014 fixant les missions et organisation générale de L'ONCD, il a été nommé RAJONSON Armand au titre de Personne Responsable des Marchés Publics de l'Office (Arrêté n° 30286/2014).</p> <p>Les 04 membres de l'Unité de Gestion de Passation de Marchés de l'Office sont nommés par décision du Coordinateur Général en date du 03 novembre 2014 sur proposition de la PRMP.</p> <p>Cf. Annexe 14- Décret n° 61-305 du 21 juin 1961 fixant les règles de gestion financière et d'organisation comptable applicables aux EPA.</p> <p>Cf. Annexe 23- Arrêté n° 30286/2014 portant nomination de la PRMP</p>
1.2 Le personnel a-t-il les qualifications et l'expérience appropriées en adéquation avec le volume des approvisionnements à gérer ?		✓			<p>Le PRMP a reçu en 2011 le diplôme d'Administrateur Adjoint des Services Financiers ('AASF) auprès de l'Institut Malgache des Techniques de Planification (IMaTeP).</p> <p>En se référant à son Curriculum vitae, Mr RAJONSON Armand occupe pour la première fois le poste de PRMP au niveau d'un Ministère ou Organismes rattachés d'un Ministère pour pouvoir mettre en pratique les formations acquises et les expériences bâties sur les postes occupés antérieurement en tant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Responsable Administratif et Financier du Service Régional de la Décentralisation Atsimo-Andrefana ; ▪ Chef de Service des Affaires Administratives et Financières de la Direction Interrégionale de la Décentralisation et du Développement des Communes - Toliary ▪ Sous-ordonnateur des dépenses de fonctionnement de la Direction provinciale Autonomes et des Communes – Toliary. <p>Cf. Annexe 9- CV PRMP</p>
1.3 Quel est le montant approximatif en US Dollars des approvisionnements gérés par l'entité pour l'année en cours ou pour l'année précédente?				✓	La ligne prévue pour les achats est de 1 500 000 USD suivant le projet PTA avec PNUD
1.4. Quelles sont les plus grandes catégories de marchandises qui font l'objet d'approvisionnement pour le PE?		✓			<p>L'ONCD n'est pas encore opérationnel mais les catégories de dépenses seraient :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Equipement et mobiliers de bureau ▪ Véhicules ▪ Matériels informatiques ▪ Fournitures et consommables de bureau

Micro-évaluation de la capacité de gestion financière du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation - Office National de Concertation sur la
Décentralisation (ONCD)

Domaines d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Observations/Commentaires
1.5 Le PE a-t-il reçu des fonds de la part des Agences des Nations Unies dans le passé pour l'acquisition des marchandises? Joindre une lettre ou un MoU.		✓			ONCD est créée en juillet 2014
Evaluation de risque (Organisation et Ressources Humaines)	E	M	F		Le risque lié au domaine d'analyse « Organisation et Ressources Humaines » est ELEVE. Le fait que l'enveloppe allouée aux achats est de 1 500 000 USD suivant le projet PTA avec PNUD alors que le PRMP, suivant son CV, occupe pour la première fois le poste de PRMP au niveau d'un Ministère ou Organismes rattachés d'un Ministère pour pouvoir mettre en pratique les formations acquises et les expériences bâties sur les postes occupés antérieurement en tant que : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Responsable Administratif et Financier du Service Régional de la Décentralisation Atsimo-Andrefana ; ▪ Chef de Service des Affaires Administratives et Financières de la Direction Interrégionale de la Décentralisation et du Développement des Communes - Toliary ▪ Sous-ordonnateur des dépenses de fonctionnement de la Direction provinciale Autonomes et des Communes – Toliary.
2. Politiques et procédures du système d'approvisionnement					
2.1 Le PE dispose-t-il d'un manuel de politiques et procédures décrivant le système d'approvisionnement et définissant les responsabilités du personnel? Joindre une copie du manuel des approvisionnements	✓				La Loi n°2004-009 portant Code des Marchés Publics décrit le processus de passation de marché selon les étapes suivantes : la détermination des besoins, le plan de passation des marchés, les procédures, la mise en place effective des organes de l'achat public, la notification et la publication des résultats d'attribution, les contrôles des achats publics, l'établissement d'un système d'archivage, recours non juridictionnels pour des litiges nés avant et pendant l'attribution du marché. Cf. Annexe 12- Code des marchés publics suivant la loi n° 2004-009 du 26 juillet 2004
2.2 Le manuel des approvisionnements définit-il les conditions minimales pour les contrats d'approvisionnement ?	✓				Des documents types sont disponibles pour tout type de marché (travaux, fournitures, services). Site ARMP : www.armp.mg
2.3 Par le passé, le PE a-t-il déjà rencontré des problèmes dans la gestion des approvisionnements en provenance d'une agence du SNU ? En donner une description.			✓		ONCD est créée au mois de juillet 2014 et n'a pas encore eu l'occasion de mettre en œuvre un projet financé par les Agences EXCOM.
Evaluation de risque (Politique et Procédures)	E	M	F		Le risque lié au domaine d'analyse « Politique et Procédures » est FAIBLE. Les achats de l'ONCD seront réalisés suivant le Code des Marchés Publics.
3. Identification des Fournisseurs Potentiels					
3.1 Le département chargé des approvisionnements tient-il à jour une liste restreinte des fournisseurs pour la majorité des biens que le PE se procure ? Joindre la liste de fournisseurs		✓			ONCD n'est pas encore opérationnel et le PRMP n'a pas encore procédé à des achats.
3.2 Existe-t-il un système de pré qualification des fournisseurs ?	✓				L'article 19 du Code des marchés publics prévoit une phase pré qualification des fournisseurs/prestataires ayant pour objet d'éliminer les candidats n'ayant pas l'aptitude à exercer le marché de manière satisfaisante.

Micro-évaluation de la capacité de gestion financière du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation - Office National de Concertation sur la
Décentralisation (ONCD)

Domaines d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Observations/Commentaires
3.3 Le personnel chargé de l'approvisionnement a-t-il une bonne connaissance du marché local.	✓				Le PRMP possède un diplôme d'Administrateur Adjoint des Services Financiers (AASF) auprès de l'Institut Malgache des Techniques de Planification (IMaTeP).
Evaluation de risque (Identification des fournisseurs potentiels) Potentiel Sources)	E	M	F		Le risque lié au domaine d'analyse « Identification des fournisseurs potentiels » est MODERE dans la mesure où le PRMP ne possède pas de base de données de fournisseurs aptes à satisfaire les besoins de l'ONCD en termes de prix, de quantité et de délai de livraison.
4. Appel à soumission et évaluation des offres					
4.1. Le département chargé des approvisionnements dispose-t-il d'un modèle adéquat d'appel de demande de cotation ou pour un appel d'offres? Joindre un modèle de demande de cotation, un modèle d'appel d'offres et une copie d'une offre reçue.	✓				Documents types : site ARMP Des seuils existent pour passer à CNM (Commission Nationale des Marchés)
4.2. Le PE impose-t-il un nombre minimal de propositions valides reçues pour que l'on puisse procéder à l'évaluation des offres ? Si OUI, mentionner le nombre et les raisons.				✓	Si par Bon de Commande : 3 pro forma pour avoir un large choix, conditions économiques avantageuses Affichage ou Appel d'offre (ouvert et restreint) : aucun nombre minimal de propositions valides reçues.
4.3. Les offres doivent-elles parvenir sous-enveloppes scellées et gardées dans un endroit sécurisé jusqu'au moment de l'ouverture des offres au public?	✓				Suivant l'article 19 du Code des marchés publics « Pour soumissionner, les candidats sont tenus d'établir un pli remis à l'Autorité Contractante par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et de garantir la confidentialité des éléments qu'ils contiennent. Les plis doivent rester cachetés jusqu'au moment de leur ouverture. ».
4.4. Le système d'appel d'offres pratiqué prévoit-il l'ouverture des offres en public ? Les fournisseurs sont-ils autorisés à y assister ?	✓				Cette obligation du soumissionnaire de cacheter son offre est rappelée dans le Dossier d'Appel d'Offre (DAO). Possibilité pour les soumissionnaires d'assister à la séance d'ouverture des offres (art 18, al 2 du Code des Marchés Publics)
4.5. Existe-t-il des critères spécifiques pour l'attribution du contrat ?	✓				La procédure est l'attribution du contrat au soumissionnaire dont l'offre évaluée la moins disante, sans négociations, sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats dans le DAO. (Article 17 du Code des Marchés Publics)
4.6. Le PE dispose-t-il d'un comité d'évaluation des offres et d'élaboration du contrat et pour les recommandations d'attribution du contrat?	✓				Le Comité d'évaluation ou (CAO) est présidé par le PRMP qui en décide les membres. (Article 6 du Code des Marchés Publics)
4.7. La responsabilité de l'approbation finale pour l'attribution du contrat revient-elle à une personne d'un grade convenable? Mentionner le nom et le poste du responsable en question.	✓				La responsabilité de l'approbation finale pour l'attribution du contrat revient au PRMP (Article 5 du Code des Marchés Publics). Nom : RAJONSON Armand Poste : Personne Responsable de Passation de Marché
Evaluation de risque (Appel à soumission et évaluation des offres)	E	E	F		Le risque lié au domaine d'analyse « Appel à soumission et évaluation des offres » est MODERE dans la mesure où les procédures d'appel à soumission et d'évaluation des offres sont déjà prévues dans le Code des Marchés Publics de façon détaillée.

Micro-évaluation de la capacité de gestion financière du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation - Office National de Concertation sur la
Décentralisation (ONCD)

Domaines d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Observations/Commentaires
5. Préparation du Bon de Commandes					
5.1 Le Bureau émet-il un bon de commandes ou un contrat pour les offres retenues?	✓				Un bon de commande est requis pour les travaux, fournitures ou services dont le montant est inférieur à un certain seuil fixé par voie réglementaire. L'établissement de bon de commande est conditionné par la consultation d'au moins trois fournisseurs/prestataires/entrepreneurs. (Article 24 du Code des Marchés Publics). Un contrat doit être établi pour les travaux, fournitures ou services dont le montant est inférieur à un certain seuil fixé par voie réglementaire.
5.2 Existe-t-il un bon de commandes standard ou un contrat standard à utiliser ? Joindre une copie du Bon de Commandes.	✓				Document type
5.3 Le PE dispose-t-il d'un système de ségrégation de tâches dans le processus de traitement des contrats?	✓				Système de ségrégation de tâches dans le processus de traitement des contrats : <ul style="list-style-type: none"> le processus d'attribution du marché ainsi que la préparation du contrat relèvent de la PRMP. le suivi de la mise en œuvre du contrat appartient aux techniciens, la réception des travaux, biens ou services aux PRMP, Gestionnaire d'activités(GAC) et l'Agent Comptable le règlement par le Coordinateur Général en tant qu'Ordonnateur.
5.4 Qui sont chargés de la préparation et de l'approbation des bons de commande ou des contrats ?	✓				L'Unité de Gestion de la Passation des Marchés (UGPM) créée auprès de la PRMP prépare les bons de commande et contrats mais leur approbation est réservée uniquement à la PRMP.
5.5 Les bons de commande sont-ils pré-numérotés et est-ce que le PE en garde des copies pour l'enregistrement et les dossiers ainsi que pour les paiements?			✓		L'Office n'a pas encore émis de bon de commande
Evaluation de risque (Préparation du Bon de Commande)	E	M	F		Le risque lié au domaine d'analyse « Appel à soumission et évaluation des offres » est MODERE dans la mesure où le processus de préparation de commande est déjà prévu dans le Code des Marchés Publics de façon détaillée.
6. Suivi des commandes et action pour activer la livraison					
6.1 Le Service d'approvisionnement fait-il un suivi des commandes et prend-il des dispositions pour en activer la livraison pour s'assurer qu'elle se fasse dans le temps?			✓		L'ONCD n'a pas encore procédé à des achats
6.2 Le PE prend-il livraison des commandes auprès des fournisseurs ou bien se fait livrer les commandes à son bureau ou aux sites des projets ?			✓		
6.3 Le PE dispose-t-il des moyens de transports? Ou bien est-ce qu'il contracte des transporteurs pour lui livrer les marchandises?			✓		L'Office n'a pas de moyens de transport.
Evaluation de risque (Suivi des commandes et action pour activer la livraison)	E	M	F		Le risque lié au domaine d'analyse « Suivi des commandes et action pour activer la livraison » est MODERE. L'Office n'a pas d'expérience en matière de suivi des commandes émises.
7. Réception et Contrôle					

Micro-évaluation de la capacité de gestion financière du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation - Office National de Concertation sur la
Décentralisation (ONCD)

Domaines d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Observations/Commentaires
7.1 a) Le PE a-t-il un magasin approprié pour le stockage des marchandises ? b) Le PE a-t-il mis en place des procédures à suivre pour la réception des marchandises ?		✓			L'ONCD n'a pas de magasin et n'a pas encore procédé à des achats.
7.2 a) Le PE pratique-t-il le contrôle avant livraison ? b) Le contrôle post-livraison est-il en place pour s'assurer que les marchandises livrées sont conformes à la commande ?			✓		
7.3 Y a-t-il des accusés de réception ou documents équivalents remis aux fournisseurs au moment de la livraison des marchandises ? Joindre une copie accusant réception des marchandises			✓		
Evaluation de risque (Réception et contrôle)	E	M	F		Le risque lié au domaine d'analyse « Suivi Réception et contrôle » est ELEVE. L'Office n'a pas de magasin et n'a pas encore procédé à des achats nécessitant à la mise en œuvre des procédures de réception des marchandises ainsi que les contrôles correspondants.
8 Vérification de la facture et paiement					
8.1 a) Qui reçoit la facture du fournisseur et les bons de livraison ? b) Qui certifie les factures avant de procéder à leur paiement ?			✓		L'ONCD n'a pas encore procédé à des achats
8.2 Existe-t-il une procédure sur la comparaison des factures en termes de quantités, prix, et conditions avec les bons de commandes avant de traiter les paiements et avant de les approuver ?			✓		L'ONCD n'a pas encore procédé à des achats
8.3 Qui prend la décision finale relative à l'approbation des paiements des factures des marchandises livrées ?			✓		L'ONCD n'a pas encore procédé à des achats
Evaluation de risque (Vérification de factures et paiement)	E	M	F		Le risque lié au domaine d'analyse « Suivi Réception et contrôle » est ELEVE. L'Office n'a pas de magasin et n'a pas encore procédé à des achats nécessitant à la mise en œuvre des procédures de vérification de la facture et de paiement
9 Enregistrement des commandes					
9.1 Le service d'approvisionnement garde-t-il des dossiers séparés pour offre ? Les offres ont-elles des numéros séquentiels? Vérifier des échantillons de dossiers d'offres.			✓		La PRMP n'a pas encore eu l'occasion d'appliquer les procédures de passation de marché.
9.2 Le PE garde-t-il des dossiers pour les bons de commandes ou les contrats avec des copies des documents de réception et de paiement? Vérifier des échantillons de dossiers.			✓		La PRMP n'a pas encore eu l'occasion d'appliquer les procédures de passation de marché.
9.3 Les données relatives aux approvisionnements sont-elles conservées dans un système de base de données sécurisé?			✓		La PRMP n'a pas encore eu l'occasion d'appliquer les procédures de passation de marché.
9.4 La direction reçoit-elle des rapports périodiques sur les activités relatives aux approvisionnements? Joindre une copie d'un rapport.			✓		La PRMP n'a pas encore eu l'occasion d'appliquer les procédures de passation de marché.
Evaluation de risque (Enregistrement des commandes)	E	M	F		Le risque lié au domaine d'analyse « Enregistrement des commandes » est ELEVE. La PRMP n'a pas encore eu l'occasion d'appliquer les procédures de passation de marché.
10 Audit & information sur les irrégularités					

Micro-évaluation de la capacité de gestion financière du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation - Office National de Concertation sur la
Décentralisation (ONCD)

Domaines d'analyse	Oui	Non	N/A	Examen	Observations/Commentaires
10.1 Le service d'approvisionnement fait-il l'objet d'un audit mené par un auditeur indépendant ? Donner le nom de l'auditeur.		✓			La PRMP n'a pas encore eu l'occasion d'appliquer les procédures de passation de marché. L'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) procède à l'examen a priori et a posteriori des propositions et décisions en attribution des marchés qui sont prises par la PRMP et saisi l'Autorité Contractante et la PRMP des irrégularités constatées et en cas de persistance de ces dernières en informer toute institution administrative ou judiciaire compétente pour en connaître. (Article 54 du Code des Marchés Publics) Les dossiers d'appel d'offres/dossiers de consultation, dépassant les seuils prévus, sont soumis à l'examen de la Commission des Marchés. La contestation portant sur les procédures de passation et d'attribution de marchés donne lieu à un recours gracieux à introduire au niveau de la PRMP concernée. Le règlement non juridictionnel de différends survenant pendant le processus et d'attribution de marchés est traité par la Section Recours de l'ARMP.
10.2 Existe-t-il des recommandations issues des rapports d'audit antérieurs ou des lettres au management qui n'ont pas encore fait l'objet de mise en œuvre ? Si oui, existe-t-il un plan de mise en œuvre des recommandations.			✓		
10.3 Have the IP advised employees, beneficiaries, and other recipients to whom to report if they suspect irregularities in the procurement process and delivery of supplies?			✓		
Evaluation de risque (Audit & information sur les irrégularités)	E	M	F		Le risque lié au domaine d'analyse « Audit & information sur les irrégularités » est ELEVE. La PRMP n'a pas encore eu l'occasion d'appliquer les procédures de passation de marché.

Documents joints

Annexe 3- Décret 2014-968 portant création de l'ONCD

Annexe 4- Arrêté 29219-2014 fixant les missions et organisation générale de ONCD

Annexe 5- Arrêté 35428-2014 portant nomination Conseil d'Administration

Annexe 6- Décret 2014-289 portant attributions du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation

Annexe 7-Décret 2014-1725 Modifiant et complétant certaines dispositions du Décret 2014-289

Annexe 8- Curriculum vitae du DNP

Annexe 9- Curriculum vitae du Chef Service Administratif

Annexe 10- CV chef service financier

Annexe 11- CV PRMP

Annexe 12- Lettre du Ministère désignant le DNP

Annexe 13- Arrête n° 36444 2014 Portant nomination DAF OCND

Annexe 14- Code des marchés publics suivant la loi n° 2004-009 du 26 juillet 2004

Annexe 15- Autorisation d'ouverture de compte de dépôt auprès du Trésor Public

Annexe 16- Décret n° 61-305 du 21 juin 1961 fixant les règles de gestion financière et d'organisation comptable applicables aux EPA

Annexe 17- Circulaire d'exécution budgétaire 2015

Annexe 18- Arrêté n° 20 7642007MFBSC07 du 26 novembre 2007 portant modification du guide d'application du PCOP 2006_ EPA

Annexe 19- Décret n°2005-089 fixant la nomenclature des pièces justificatives des dépenses publiques

Annexe 20- Loi organique 2004-007 du 26 juillet 2004 sur les lois de Finances

Annexe 21- Décret n° 2005-003 portant RGCEBOP

Annexe 22- Décret 2004-571 définissant les attributions et la responsabilité de l'Ordonnateur

Annexe 23- Arrêté n° 302862014 portant nomination de la PRMP